

L'autogestion n'est qu'un slogan si elle n'incarne pas aujourd'hui dans l'autogestion des luttes.

Permettant de rassembler les forces de la classe ouvrière, l'auto-organisation permet d'imposer aux patrons et à l'Etat, la volonté des travailleurs ! — Elle permet d'organiser la défense des grèves par la mise en place de piquets massifs et dissuasifs.

— Elle permet d'organiser la solidarité active à travers un réseau de comités de soutien.

— Elle permet à un niveau supérieur le contrôle des travailleurs sur leurs conditions de travail.

Le PC et le PS ont repris la proposition de la CFTD, de comités d'atelier et de services, élus par les travailleurs dans les entreprises nationalisées et ayant leur mot à dire sur les conditions de travail. Mais pourquoi limiter ces conseils aux entreprises nationalisées ? Pourquoi ne pas développer de tels comités aujourd'hui lors des luttes ? Pourquoi ne pas leur donner un clair droit de veto sur les conditions de travail (droit de refuser les accélérations des cadences, droit de refuser les conditions d'insécurité, droit de refuser de nouvelles formes d'exploitation dans le travail etc.)

Sinon, sous couvert, d'autogestion, ne cherche-t-on pas à faire avaler aux travailleurs la pilule de l'auto-exploitation, qu'on appelle cogestion, « Direction participative par objectifs »... ou d'un autre nom ?

5. Le mouvement unitaire que pouvaient développer le PC et le PS

Pour que nos revendications soient garanties et que soient mises en œuvre les solutions ouvrières, il faut en finir avec le gouvernement Giscard-Barre et mettre en place un gouvernement au service des travailleurs.

La division du PC et du PS :

Elle a révélé cruellement l'absence de toute unité ouvrière scellée à la base. Le Programme commun avait été élaboré et signé sans que les travailleurs aient été consultés d'une manière ou d'une autre. Il a été rompu de la même façon. Les dirigeants du PC et du PS se sont mutuellement accusés à la télévision « tourner à droite », de vouloir « un compromis historique avec la bourgeoisie », de « vouloir gérer la crise », de « faire de la démagogie »...

Ils ont distribué force tracts et fait de nombreux meetings pour rappeler à renforcer leur parti, seul garant de la véritable unité. Mais ni les uns ni les autres n'ont fait de propositions aux travailleurs leur permettant de débattre unitairement et de trancher collectivement.

Ils avaient pourtant les moyens d'organiser partout dans les entreprises, les quartiers, les lieux de formation, des assemblées où toutes les propositions auraient été débattues et où les travailleurs auraient pu trancher.

Les directions syndicales avaient les moyens d'exiger ensemble la prise en compte par le PC et le PS de toutes les revendications ouvrières pour les quelles les travailleurs luttent contre le gouvernement en place.

Mais elles ont préféré soutenir chacune leur partenaire politique et répercuter la division derrière une unité de façade et l'inaction.

Des comités unitaires :

Le PS et le PC avaient le moyen de proposer la constitution de comités unitaires à tous les travailleurs voulant combattre contre ce gouvernement de chômage et de vie chère tout en discutant des mesures que devraient adopter un gouvernement des PC et PS pour sortir de la crise.

Dont ne veulent pas le PC ET LE PS

Ainsi se serait forgé un mouvement unitaire dont les dirigeants auraient du tenir compte. Mais ni le PC et le PS ne veulent de cette unité ouvrière active. Ce qu'ils demandent aux travailleurs, c'est une confiance par procuration !

6. Unité pour un gouvernement ouvrier

Il s'agit d'un gouvernement décidé à rompre avec la bourgeoisie pour satisfaire les revendications ouvrières.

Un gouvernement s'appuyant sur la mobilisation des masses contre la réaction bourgeoise.

Un gouvernement se plaçant sous le contrôle des comités et des conseils ouvriers en refusant de se laisser enfermer dans le carcan des institutions bourgeoises.

Un gouvernement prêt à armer les travailleurs contre toute tentative de coup d'Etat, un gouvernement marchant résolument au socialisme.

Un gouvernement soutenant les luttes internationales des peuples pour leur indépendance et le socialisme, en commençant par accorder le droit à l'auto-détermination et à l'indépendance aux soit-disant TOM et DOM.

Les travailleurs et travailleuses qui aspirent à un changement profond de société, dans leur majorité, font encore confiance au PC et au PS.

Le combat de masse pour le gouvernement ouvrier passe aujourd'hui par la lutte pour que le PC et le PS s'engage dans la voie de la constitution d'un tel gouvernement.

7. L'unité ouvrière

c'est aussi au deuxième tour le désistement automatique pour le candidat ouvrier le mieux placé.

Une majorité PC-PS renforcerait les travailleurs dans leurs exigences pour que ces deux partis prennent les moyens de satisfaire leurs revendications.

Voilà pourquoi au deuxième tour nous appelleront à voter pour le candidat ouvrier le mieux placé pour que toutes les voix ouvrières se rassemblent pour battre les candidats des partis bourgeois.

Le PCF en exigeant d'avoir plus de 21 % des voix au premier tour pour se désister au second tour ajoute le chantage à la division. Le PS lui, a réalisé un troc électoral avec les radicaux : il leur abandonne 30 circonscriptions pour permettre à ce groupuscule d'avoir une marge de manœuvre parlementaire ; et dans 200 circonscriptions les dits radicaux aideront les candidats du PS à ravir la première place aux candidats du PCF. Ce faisant le PS marie compromission et division.

8. Unité sans frontière: solidarité internationale

La crise du capitalisme est une crise internationale : il y a actuellement 15 millions de chômeurs dans les principaux pays capitalistes !

Croire qu'on peut y échapper en se repliant sur l'hexagone national, en levant les barrières douanières comme le demande le PCF et comme le suggèrent nombre de dirigeants syndicaux CGT et CFTD, c'est tout simplement espérer exporter le chômage à l'étranger. C'est transformer la concurrence entre capitalistes en division entre travailleurs des divers pays. C'est ainsi que le « consommer français et le produire français » du PCF a remplacé de façon sinistre le « prolétaires de tous les pays, unissez-vous » du Manifeste Communiste !

Sans compter que de telles mesures de taxation des importations ne peuvent que provoquer des mesures de rétorsions et accroître la violence de la concurrence capitaliste.

Le PS rejette cette solution mais c'est pour proposer de gérer la crise en se couvrant d'un discours sur plus de « justice » et quelques concessions en équipements sociaux.

Et ce faisant il repend à son compte les projets des bourgeois éclairés sur la restructuration de l'appareil de production, sa modernisation pour le rendre plus compétitif sur le marché mondial.

Il « oublie » qu'une telle solution signifie pour les travailleurs accroissement du chômage.

Quant à la relance de la production nationale par la relance de la consommation intérieure proposée de façon différenciée par le PC et le PS, les capitalistes y mettront une condition : le profit est-il assuré pour que ça vaille le coup d'investir.

Ni le replis national, ni l'intégration à l'Europe du capital ne sont les solutions à la crise internationale du capitalisme.

La seule voie sûre pour les travailleurs ?

C'est aujourd'hui la coordination internationale des luttes pour les mêmes revendications : pourquoi ne pas mettre à l'ordre du jour, la préparation d'une grève générale européenne pour les 35 heures ?

C'est la marche résolue vers les solutions socialistes et le combat pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Pour chasser Giscard Barre

UNITE DES
TRAVAILLEURS



**ACHETEZ LA PLATE-FORME LCR (2F) DISPONIBLE
AU 10 IMPASSE GUEMENE 75004 PARIS**